

Déclaration gouvernementale – Regeringsverklaring

Charles Michel

Premier Ministre - Eerste Minister

Mijnheer de voorzitter,

Dames en heren volksvertegenwoordigers, beste collega's,

Dit regeerakkoord legt een oriëntatie vast voor de komende vijf jaren. Het steunt op een heldere toekomstvisie.

Het steunt ook op een overtuiging. De economische ontwikkeling is de sleutel van het maatschappelijk project.

De werkgelegenheid beschermen en ontwikkelen. En op die manier de duurzame financiering van onze sociale bescherming garanderen. Dat is ons leidmotief.

Dit akkoord is gebaseerd op 3 voorafgaande verbintenissen die de 4 partners hebben onderschreven:

1. De institutionele stabiliteit moet worden gewaarborgd;
2. Het sociaal overleg moet worden gevaloriseerd;
3. De globale fiscale en parafiscale druk mag niet toenemen en de lasten op arbeid moeten verminderen.

1. Institutionele stabiliteit

De 6^{de} Staatshervorming zal loyaal worden uitgevoerd. We zullen samenwerken met de deelgebieden.

De bevoegdheidsoverdrachten zullen worden uitgevoerd. Er zal de komende vijf jaar dus geen nieuwe staatshervorming komen. Daarna zullen het de kiezers zijn die zich uitspreken over de verschillende politieke projecten. Dat is vastgelegd in ons verkiezingssysteem en mogelijk gemaakt door de Grondwet.

2. Herwaardering van het sociaal overleg

In onze geschiedenis hebben de sociale partners altijd een essentiële rol gespeeld.

Het sociaal overleg moet de stabiliteit en de legitimiteit van de hervormingen garanderen.

De kwaliteit van de sociale dialoog verdient onze voortdurende aandacht. De sociale partners en de regering dragen een gedeelde verantwoordelijkheid om deze dialoog in stand te houden en op die manier de capaciteit om de welvaart te ontwikkelen.

Daarom zal de regering een gemeenschappelijke strategie, een echt toekomstplan voorstellen aan de sociale partners.

We willen een duidelijk pact op touw zetten. Met een nauwkeurig werkkader. We zullen de modaliteiten bepalen die nodig zijn om daar permanent en doeltreffend aan te werken. Er zal een secretariaat worden opgericht. De regering engageert zich om de tripartite-akkoorden die in het kader van dit overleg zullen worden gesloten, volledig uit te voeren.

3. De globale fiscale en parafiscale druk zal niet stijgen. De lasten op arbeid moeten dalen.

De begrotingssanering is immers volledig gerealiseerd dankzij besparingen in de overheidsuitgaven.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Notre programme de gouvernement est tout entier tourné vers l'avenir, pour les générations actuelles et futures.

Il se fonde sur un diagnostic lucide de la situation économique et sociale de notre pays.

Sans dramatisation et sans illusion.

Notre devoir est de créer les conditions de la prospérité pour développer le progrès social. Nous voulons apporter, dès aujourd'hui, les réponses pertinentes aux défis de demain. Nous voulons une société qui ouvre pour chacun le champ des possibles, une société où liberté rime avec solidarité. Pour que chacun trouve sa place et puisse saisir sa chance.

Nous avons refusé le catalogue facile des bonnes intentions. Au contraire, cet accord de gouvernement est concret et précis. Nous refusons l'austérité pour l'austérité. Aussi, nous avons choisi d'assouplir la trajectoire budgétaire afin d'atteindre l'équilibre budgétaire structurel en 2018.

Monsieur le président,
Mesdames, Messieurs, les députés,

Notre majorité fixe un cap. Nous osons des choix clairs. Nous prenons des mesures responsables. Parce que nous savons précisément où nous voulons aller, et comment y aller.

Nous voulons moderniser notre pays grâce à des réformes structurelles. Sans laisser personne au bord du chemin.

Ne rien faire, c'est reculer. De toutes nos forces, nous refusons le fatalisme et l'immobilisme.

En vérité, la principale menace contre nos protections sociales, c'est l'inaction et le manque de courage.

EMPLOI

Mesdames, Messieurs,

Vous l'avez compris, la première de nos priorités, celle qui nous obsède, c'est l'emploi. Et nous joignons la parole aux actes.

Nous décidons une baisse historique du coût du travail à concurrence de 4 milliards d'euros.

Ainsi les entreprises pourront injecter 4 milliards d'euros dans l'emploi, la formation et l'innovation.

Nous voulons soutenir les entreprises, notamment les petites et moyennes et les travailleurs indépendants. Pour ces derniers, nous entendons poursuivre les améliorations de leur statut social, comme par exemple l'égalisation des pensions et l'accès au 2^{ème} pilier.

Pour les PME, un plan spécifique sera réalisé avec l'amélioration de l'accès au crédit, la poursuite de baisse de charges sur les trois premiers emplois, ou encore le raccourcissement des délais de paiements.

Nous proposerons aux partenaires sociaux une stratégie commune pour l'emploi.

La concertation avec les entités fédérées pourrait en renforcer l'impact.

En ook hier hebben we concrete verbintenissen.

1. De stijging van loonhandicap sinds 1996 zal vóór het einde van de legislatuur worden weggewerkt.
2. De werkgeversbijdragen zullen dalen van 33% naar 25%, met wettelijke verankering.
3. De indexsprong zal sociaal worden gecorrigeerd. De bedoeling is om de indexsprong voor de laagste inkomens te neutraliseren. Het automatische loonindexeringsmechanisme wordt niet op de helling gezet. Het kan eventueel nog verder worden hervormd.
4. De arbeidsmarkt zal worden versoepeld om de aanwervingen te vergemakkelijken, bijvoorbeeld door de annualisering van de arbeidstijd en via maatregelen voor studentenjobs of jobs in de horeca.
5. De wet van 1996 zal worden aangepast.

We willen werken aanmoedigen, vooral voor jongeren en langdurig werkzoekenden.

We bestrijden de werkloosheid, nooit de werkzoekenden.

De regering zal de werkloosheidsreglementering aanpassen voor bepaalde werkzoekenden die gemeenschapsdienst doen.

Mesdames, Messieurs, chers collègues,

L'impôt est nécessaire. Pour être légitime, il doit être juste et équitable.

Soyons clairs :

Il n'y aura pas de hausse générale de la TVA, il n'y aura pas de taxation sur les loyers ou sur les biens immobiliers, ni de cotisation de crise sur le travail.

En plus de la baisse massive des charges parafiscales sur le travail, nous voulons engager une grande réforme fiscale de l'impôt des personnes physiques.

Par ailleurs, dès 2015, nous augmenterons les frais forfaitaires déductibles pour soutenir le pouvoir d'achat des actifs à concurrence de 250 euros en moyenne par an et par contribuable.

Nous prendrons également des mesures en faveur de la stabilité fiscale et de la sécurité juridique tout en assurant la transparence et le respect du contribuable.

Nous disons clairement comment nous financerons ces réductions d'impôts sur le travail. Par une augmentation des accises sur le tabac et, graduellement, sur le diesel. Nous alourdissons la taxation sur les opérations boursières et sur les banques. Nous ajusterons la TVA sur les opérations esthétiques.

Enfin dans un souci d'équité, nous taxerons les intercommunales et les trusts et nous mettrons fin aux privilèges fiscaux en la matière.

La lutte contre le dumping social est une priorité de notre gouvernement, en particulier dans des secteurs sous pression comme la construction.

Nous allons plaider au niveau européen pour la mise en place dans chaque Etat membre d'un salaire minimum de référence interprofessionnel ou sectoriel. Des échanges d'informations entre services d'inspection nationaux seront promus.

PENSIONS

Mesdames, Messieurs les députés,

L'autre enjeu clé lié directement à l'emploi est celui des pensions. Chaque mois, 10.000 personnes prennent leur pension. 120.000 par an, un million dans les huit prochaines années. En sept ans, le budget des pensions est passé de 25 à 37 milliards, soit une augmentation de 67%.

Ceux qui nous disent qu'il est possible de continuer sans réforme ne disent pas la vérité.

Seule une vision à long terme permet de garantir le financement des pensions. C'est la voie que nous avons choisie.

En étroite concertation avec les partenaires sociaux, nous allons mettre en œuvre la réforme des pensions fondée sur les 10 principes du rapport de la Commission de réforme des pensions 2020-2040. Nous tenons un langage de vérité.

A cause de la hausse spectaculaire de l'espérance de vie, nous devons allonger la durée moyenne des carrières. Avec des réformes prévisibles à long terme.

Conformément aux recommandations de la commission des experts, nous fixons un cap :

- Nous souhaitons allonger la durée moyenne des carrières ;
- L'âge légal de la pension sera maintenu à 65 ans durant toute la législature ;
- A partir de 2030, soit dans 15 ans, l'âge légal de la pension sera de 67 ans (avec maintien de 45 ans de carrière). Les travailleurs de 50 ans et plus ne sont pas du tout concernés. Et les exceptions carrières longues et métiers pénibles sont maintenues.

Et nous proposons une série de mesures complémentaires pour tendre vers cet objectif :

- Relèvement de l'âge de l'accès à la retraite anticipée à partir de 2017 (cela signifie qu'en 2015-2016, il n'y a pas de changement);
- Relèvement des conditions de carrière pour la pension anticipée à partir de 2018 ;
- Harmonisation des systèmes de pensions entre indépendants et salariés, entre le secteur public et le secteur privé ;
- Introduction d'un système de pension à points.

Des périodes transitoires suffisamment longues seront bel et bien prévues.

SECURITE SOCIALE

Mijnheer de voorzitter,

Dames en heren volksvertegenwoordigers,

Onze sociale zekerheid is het resultaat van een lange geschiedenis van strijd en vooruitgang. Het is onze plicht om de duurzame financiering ervan te garanderen.

We willen deze solidariteitsmechanismen consolideren, omdat ze ons helpen wanneer het minder goed gaat.

We willen geen gezondheidszorg met meerdere snelheden. We garanderen de financiering van de sociale zekerheid. Een gegarandeerde groei van 1,5% bovenop de inflatie. Dat stemt overeen met een groei van 2,2% voor volgend jaar, of een stijging met 1,2 miljard euro in vergelijking met vandaag. Er wordt dus niet gesneden in de budgetten.

En de actoren in de gezondheidszorg worden meer geresponsabiliseerd. De financiering van de ziekenhuizen zal worden hervormd.

De regering verbindt zich ertoe de toegang tot kwaliteitsvolle gezondheidszorg te garanderen. Het elektronisch medisch dossier zal verplicht worden. Het actieplan e-gezondheid, goedgekeurd in april 2013 door de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid, zal worden geconcretiseerd.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les députés,

Près de 15% des Belges vivent sous le seuil de pauvreté. Une situation indigne pour notre pays. Personne ne peut être indifférent. Nous agissons en concertation avec les services publics fédéraux et régionaux concernés et avec les CPAS, acteurs de première ligne dans la lutte contre la pauvreté. Et nous prenons un engagement fort : les allocations sociales minimales seront portées au niveau du seuil de pauvreté européen.

Les enveloppes « bien-être » 2015-2018, ainsi que 2019-2020 seront affectées à plus de 100%. Il s'agit d'enveloppes de 1,2 milliards d'euros, soit une augmentation de plus d'un demi milliard d'euros par rapport à la précédente législature.

Nous allons élaborer un plan d'action fédéral pluriannuel de lutte contre la pauvreté dans le cadre duquel chaque ministre devra se mobiliser. Une attention particulière sera portée à la lutte contre la pauvreté des enfants.

ENERGIE

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les députés,

L'énergie est un des enjeux cruciaux du XXI^e siècle. Nous apporterons une réponse en deux phases. A court terme, face au risque de black-out, nous prendrons toutes les mesures pour garantir autant que possible la sécurité d'approvisionnement. Ensuite, notre vision d'avenir se traduira en un pacte énergétique.

Avec en tout cas deux éléments:

1. la prolongation des unités nucléaires Doel 1 et 2 jusqu'au 31 mars 2015 et au 31 mars 2016.
2. La durée d'exploitation de ces réacteurs ne dépassera pas 2025.
Ces prolongations sont bien entendu soumises à toutes les garanties de sécurité.

Wie wil zorgen voor een betere toekomst, kan niet blind zijn voor de klimaatuitdagingen, die we als klein land niet alleen kunnen aanpakken. Daarom moeten we kiezen voor samenwerking in eigen land en realistische internationale afspraken.

JUSTITIE

Mijnheer de voorzitter,
Dames en heren,

Justitie is een essentiële opdracht van de staat. We zullen de hervorming van het gerechtelijk landschap voortzetten.

Justitie moet efficiënter worden en toegankelijker voor de burger. De gerechtelijke achterstand blijft te groot. In sommige gerechtelijke arrondissementen worden bepaalde zaken vandaag geagendeerd voor 2017 of zelfs later. We aanvaarden deze situatie niet.

Iedereen moet zijn recht op toegang tot justitie kunnen uitoefenen. Die toegang zal verbeterd worden door de hervorming van de rechtsbijstand, de invoering van een rechtsbijstandsverzekering en de invoering van een procedure voor summiere rechtspleging om betaling te bevelen.

Nous souhaitons aussi réformer, avec les acteurs de la justice, le code pénal et le code de procédure pénale. Notre objectif est d'assurer une justice plus rapide dans le respect des droits du justiciable.

Des peines de sûreté seront instaurées pour les infractions les plus graves, tandis qu'une procédure de « plaider coupable » accélèrera le processus judiciaire. L'exécution des peines prononcées est une priorité pour la majorité. Tout comme le soutien accru aux victimes.

SECURITE

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Notre société repose sur un socle de libertés et de valeurs fondamentales. La politique de sécurité du gouvernement vise à les protéger et à garantir les droits fondamentaux de chacune et de chacun. Notre approche est globale. Elle se base sur la coopération, la prévention et l'action efficace des services de sécurité.

Nous instituerons le Conseil national de sécurité. Je le présiderai personnellement. Il sera le point de contact central pour toutes les questions de sécurité et de renseignement. Il se réunira régulièrement et chaque fois que la situation l'exige.

La nouvelle note-cadre de sécurité intégrale sera élaborée en étroite coopération avec les autorités locales et les entités fédérées.

Nous mettrons au point une politique de prévention qui tienne compte d'une série de défis actuels. Par exemple, la criminalité frontalière, l'usage des évolutions technologiques, la cybercriminalité...

Par ailleurs, la consommation de drogues dans l'espace public ne pourra pas faire l'objet d'une tolérance, conformément au prescrit légal.

De regering wil dat de politie zo veel mogelijk beschikbaar is op het terrein. Het administratieve en operationele werk van de politie zal dan ook worden herbekeken.

De hervorming van de brandweer is een grote prioriteit en zal eveneens worden doorgevoerd in permanent overleg met de verenigingen van steden en gemeenten, de representatieve organisaties van de brandweer en de federaties.

RADICALISME

Dames en heren,

De internationale context heeft directe gevolgen voor de veiligheid in ons land. We waren allemaal in shock door de aanslag in het Joods Museum in Brussel in mei laatstleden. En meer recent nog door de barbaarse onthoofdingspraktijken in Irak. Extremisme, radicalisme en terrorisme vormen een almaar toenemende bedreiging voor de democratische landen. En voor onze veiligheid.

Meer dan 350 jongeren zijn vertrokken om in Irak en Syrië te gaan strijden. Zij die terugkeren, moeten gecontroleerd en begeleid worden. Iedereen zal verantwoording moeten afleggen voor zijn daden. Er kan een verbod op toegang tot het Belgisch grondgebied komen voor niet-onderdanen.

Het statuut van vluchteling of asielzoeker kan worden ingetrokken of geweigerd wanneer er terreurdaden in het buitenland of in België zijn gepleegd. De Belgische nationaliteit van personen met een dubbele nationaliteit kan worden ingetrokken.

Op preventief vlak worden het middenveld en de religieuze verantwoordelijken betrokken. Er komt overleg met de deelgebieden

en de lokale entiteiten, waarbij gebruik moet worden gemaakt van hun bevoegdheden en nabijheid.

De federale regering maakt een prioriteit van deze strijd tegen de radicalisering. Onze waarden en de veiligheid van de inwoners van dit land moeten worden verdedigd.

Mesdames, Messieurs,

Notre responsabilité, c'est aussi de prendre en compte les formes nouvelles d'organisation familiale. Les évolutions de la société sont envisagées avec un esprit d'ouverture. Par exemple dans le cadre de la réforme du droit successoral ou encore de l'éventuelle double domiciliation d'enfants en garde alternée...

Nous voulons aussi défendre une société tolérante, juste et émancipatrice. Nous combattons toutes les formes de discrimination.

Nous mènerons une politique positive envers les personnes handicapées dans leur accès à l'emploi, au logement, aux loisirs.

Nous combattons sans faille toute forme de racisme et d'incitation à la haine.

Notre politique est la tolérance zéro contre toutes les formes de violence : sexisme, violences sexuelles, homophobie, transphobie, violences intrafamiliales.

ASILE/MIGRATION

Mijnheer de Voorzitter,

Dames en heren volksvertegenwoordigers,

De regering wil een menselijk en krachtig asiel- en migratiebeleid voeren. We willen de mensen die bij ons worden opgevangen, integreren. We willen het huidige beleid voorzetten, namelijk dat van een gastland dat beantwoordt aan zijn internationale en morele verplichtingen. Maar misbruik zal niet getolereerd worden.

De regering zal een kwaliteitsvol en menselijk terugkeerbeleid voeren, overeenkomstig het terugkeerprincipe “vrijwillig als het kan, gedwongen als het moet”.

Op Europees vlak zullen we de invoering van een gemeenschappelijk asielbeleid bevorderen en ervoor zorgen dat de immigratiewetten worden versterkt en de strijd tegen de clandestiene immigratie wordt opgedreven.

MOBILITEIT

Mijnheer de Voorzitter,
Dames en heren,

Op het vlak van mobiliteit en verkeersveiligheid moet het verminderen van het aantal verkeersongevallen met doden en zwaargewonden prioriteit krijgen. Onze actie heeft tot doel de statistieken van 2010 tegen 2020 met 50% te doen dalen.

Het spoorwegnet biedt een deel van de oplossing voor de mobiliteitsproblemen.

Stiptheid, een betere dienstverlening en de veiligheid van de gebruikers zijn essentieel.

Bovendien zal de regering aan de twee overheidsbedrijven vragen om in overleg met de sociale partners een minimale dienstverlening aan te bieden in geval van staking.

Indien een dergelijk akkoord niet binnen een redelijke termijn wordt voorgelegd, zal de regering een wetgevend initiatief nemen, zonder afbreuk te doen aan het stakingsrecht. Een gelijkaardige maatregel zal van toepassing zijn op Belgocontrol.

AVION

Pour les nuisances sonores autour de l'aéroport de Bruxelles-National, le gouvernement prendra immédiatement les mesures permettant d'appliquer l'ordonnance rendue par le Tribunal de première instance de Bruxelles, et mettra en œuvre un moratoire des modifications apportées aux routes aériennes le 6 février 2014.

Ensuite, en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés et notamment les riverains, il travaillera à une solution structurelle et définitive visant à lutter contre les nuisances sonores, en particulier dans les zones à forte densité de population.

AFFAIRES ETRANGERES

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les députés,

Le monde dans lequel nous vivons est parsemé de secousses qui troublent nos repères. Très récemment, le Parlement vient de marquer son accord pour l'envoi de troupes belges dans la coalition internationale pour éradiquer l'état islamique. Notre pays prend ainsi sa place et sa part dans la sécurité du monde. Au nom de la nation, je veux saluer ici, avec vous, le courage de nos soldats et de leurs familles, eux qui sont engagés sur des terrains étrangers pour défendre nos valeurs et nos principes.

Nous donnerons à l'armée les moyens de s'acquitter correctement de ses tâches. Nous réaliserons également les programmes d'investissements militaires qui pourront avoir des retombées positives en matière économique.

Nous devons adapter notre politique étrangère à ces mutations. Réalisme, fiabilité et ambition guideront notre action diplomatique au niveau de l'Europe, de l'OTAN, de l'ONU, mais aussi dans nos relations bilatérales.

Nous valoriserons les relations avec nos pays voisins, dans le Benelux, ainsi que notre expertise en Afrique centrale.

En matière de coopération au développement, nous concentrerons les efforts dans une logique d'efficacité. Le gouvernement tendra,

dans la mesure des possibilités budgétaires, vers une contribution de 0,7% du RNB. Il développera une autre vision misant sur l'appropriation, l'efficacité, l'autonomie et des résultats effectifs et mesurables.

FONCTION PUBLIQUE

Mijnheer de Voorzitter,

Dames en heren volksvertegenwoordigers,

Om dit regeerakkoord te realiseren, moeten we rekenen op een doeltreffende, toekomstgerichte administratie. De gebruiker zal hierbij het centrale punt zijn. Het dienstconcept zal worden versterkt. De structuren zullen worden aangepast aan de nieuwe uitdagingen. Het HR-beleid zal worden gedynamiseerd. De neutraliteit van de overheidsdiensten zal worden gewaarborgd. Gebruikersgroepen zullen worden betrokken bij deze modernisering.

De regering rekt op een loyaal partnerschap en zet in op een wederzijdse vertrouwensband.

De overheidsbedrijven en publiekrechtelijke naamloze vennootschappen moeten een voorbeeldrol inzake goed bestuur spelen en een kwaliteitsvolle dienstverlening bieden tegen concurrerende prijzen voor iedereen. Met het oog op transparantie

zal de CEO van elk overheidsbedrijf jaarlijks het gevolgde operationele beleid toelichten voor het parlement.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les députés,

Notre gouvernement est celui de la responsabilité et du courage. Je veux un gouvernement rassembleur et digne.

Nous mènerons les réformes nécessaires, dans le dialogue et le partenariat. Nous tendrons la main aux partenaires sociaux, aux entités fédérées et à tous les acteurs concernés par nos projets. Nous voulons dialoguer et agir.

La baisse des charges sociales permettra de créer des emplois.
La réforme des pensions sera engagée. Et le financement sera garanti.

Le marché du travail sera modernisé.

La fiscalité sera adaptée.

La sécurité sociale sera consolidée.

La justice sera rendue et la sécurité garantie.

Mesdames et Messieurs les députés,

Vous représentez, chacun, la nation. A travers vous, c'est à l'ensemble de nos concitoyens que je m'adresse aujourd'hui.

Ce gouvernement est celui des réformes. Nous sommes à votre écoute. Nous irons à votre rencontre. Nous vous dirons les choses telles qu'elles sont.

Nous vous dirons quel sens nous donnons à nos actions. Et surtout, nous entendons agir. Comme nous, vous avez dans vos mains une part de la responsabilité.

Construire une société plus forte et plus juste. Construire une société qui donne à chaque jeune la chance de se rapprocher de ses rêves.

Construire une société dans laquelle chacun peut prendre réellement sa vie en main.

Ce gouvernement est celui de la main tendue et des bras ouverts.

N'attendons pas que le futur vienne vers nous.

Regardons l'avenir droit dans les yeux.

Assumons pleinement nos responsabilités et nos devoirs.

Je vous demande d'accorder la confiance à mon gouvernement.

Je vous remercie.